

AnnexeCommuniqué du Conseil des ministres du Portugal
du 7 décembre 1975

1. Le Conseil des ministres a pris connaissance du fait qu'aux premières heures du 7 décembre des forces navales, aériennes et terrestres de la République de l'Indonésie ont entrepris des actions offensives contre le territoire de Timor portugais, particulièrement contre la ville de Dili où ont été effectués des bombardements navals et des débarquements de troupes.
2. Cette agression militaire, que le Portugal condamne avec véhémence, a abruptement modifié le cours du processus de décolonisation, lequel, malgré toutes les vicissitudes rencontrées dernièrement, aurait dû et pu se conclure pacifiquement.
3. Le Conseil des ministres :

Considérant que le principe fondamental de la décolonisation portugaise, en conformité avec la Charte et les résolutions des Nations Unies, a toujours été celui de garantir le respect des formes choisies par les peuples pour l'exercice de leur droit à l'autodétermination, compte tenu des circonstances propres à chaque territoire;

Rappelant que la situation découlant du soulèvement armé de l'UDT le 11 août dernier a interrompu la voie pacifique du processus de décolonisation du territoire et a plongé celui-ci dans une situation de guerre civile;

Considérant encore que lors de leur rencontre à Rome les Ministres des affaires étrangères du Portugal et de l'Indonésie s'étaient mis d'accord : sur une conjonction d'efforts pour l'établissement de pourparlers entre le Portugal et les trois partis politiques de Timor; sur la condamnation, de la part du Portugal, de toute agression extérieure; et sur la reconnaissance de la part de l'Indonésie, de la souveraineté du Portugal en tant que puissance administrante;

Considérant qu'à partir de la rencontre de Rome, l'attitude du Gouvernement de l'Indonésie a démontré une ambiguïté d'intentions qui n'a pas permis la réalisation des conversations prévues à Darwin, auxquelles la FRETILIN avait donné son plein accord et que cette attitude se traduit par un réel appui militaire donné aux partis politiques pro-indonésiens;

Considérant enfin la gravité de l'agression commise aujourd'hui;

Le Conseil des ministres décide :

- a) de rompre les relations diplomatiques avec la République de l'Indonésie;
- b) d'appuyer la décision de la Commission nationale de décolonisation recommandant que le Portugal s'adresse aux Nations Unies, particulièrement au Conseil de sécurité, pour obtenir la cessation immédiate de l'intervention militaire de l'Indonésie sur le territoire de Timor et la solution pacifique et négociée du conflit et du processus de décolonisation sous l'égide des Nations Unies;
- c) de demander l'intervention des Nations Unies pour la libération immédiate des 23 militaires portugais détenus.